

Avis rendu le 17 avril 2018

Principes, Titres et Articles du code cités dans l'avis : Principes 1, 2, 3, 6 ; Articles 7, 9, 12, 14, 17, 20, 25.

Le code de déontologie des psychologues concerne les personnes habilitées à porter le titre de psychologue conformément à la loi n°85-772 du 25 juillet 1985 (JO du 26 juillet 1985). Le code de déontologie des psychologues de 1996 a été actualisé en février 2012, et c'est sur la base de celui-ci que la Commission rend désormais ses avis.

RÉSUMÉ DE LA DEMANDE

La demandeuse sollicite la Commission au sujet d'une expertise psychologique ordonnée par le Juge aux Affaires Familiales (JAF) dans le cadre d'une procédure judiciaire entre parents. Cette expertise concerne l'attribution des droits de visite et d'hébergement de leur enfant.

Elle précise l'avoir « très mal vécue » car le psychologue ne l'aurait pas écouté, n'aurait pas rendu compte de son discours dans son rapport et aurait porté des jugements sur ses compétences maternelles. Elle estime que ce psychologue a banalisé les violences qu'elle aurait subies de la part de son mari, qu'il a énoncé des propos qu'elle n'a pas tenus.

La demandeuse relate la détérioration progressive des relations avec son ex-mari. Elle mentionne avoir eu recours à une psychothérapie de couple, puis a rencontré seule un autre psychologue pour avoir un second avis. Elle ajoute que son ex-mari aurait eu des comportements inadaptés avec leur fille. Suite à une dispute, la demandeuse a quitté le domicile conjugal et s'est réfugiée chez ses parents. C'est dans ce contexte qu'a eu lieu l'expertise psychologique.

Le psychologue mandaté pour l'expertise l'a reçue au cours de deux rendez-vous. Lors de la première rencontre, elle était accompagnée de sa fille qui n'a « cessé de pleurer et hurler ». Le psychologue aurait qualifié la relation mère-fille de « toxique ». Elle exprime aussi son désarroi quand le psychologue, lors d'un second rendez-vous, lui aurait dit « qu'ils avaient tout pour être heureux et qu'ils allaient se remettre ensemble ». En parallèle, elle mentionne que le psychologue aurait rencontré le père et sa fille lors d'un rendez-vous qui aurait duré trois heures.

Elle considère que le psychologue a été partial en prenant parti pour son ex-mari et en l'idéalisant. Elle lui reproche aussi de ne pas avoir pris contact avec les différents professionnels qui l'ont prise en charge seule ou en couple.

Enfin, elle ajoute qu'elle a rédigé un courriel à ce psychologue, après la lecture du rapport d'expertise, car elle a eu le sentiment de ne pas être entendue. Celui-ci n'y a pas répondu.

La demandeuse souhaite avoir l'avis de la Commission sur la façon dont s'est déroulée cette expertise et aussi sur le contenu et la forme du rapport rédigé par ce psychologue.

Documents joints :

- Copie du rapport d'expertise psychologique ordonné par le Juge des Affaires Familiales (JAF).
- Copie du courriel de la demandeuse adressé au psychologue ayant réalisé cette expertise.

AVIS

AVERTISSEMENT : La CNCDP, instance consultative, rend ses avis à partir des informations portées à sa connaissance par le demandeur, et au vu de la situation qu'il décrit. La CNCDP n'a pas qualité pour vérifier, enquêter, interroger. Ses avis ne sont ni des arbitrages ni des jugements : ils visent à éclairer les pratiques en regard du cadre déontologique que les psychologues se sont donné.

Les avis sont rendus par l'ensemble de la commission après étude approfondie du dossier par deux rapporteurs et débat en séance plénière.

Au vu du courrier de la demandeuse et des pièces jointes, la Commission traitera les points suivants :

- Missions de l'expert psychologue : respect du but assigné et respect de la personne.
- Prudence et impartialité dans la rédaction d'une expertise psychologique.

1. Missions de l'expert psychologue : respect du but assigné et respect de la personne

Dans le contexte de séparations conflictuelles, un psychologue peut être mandaté par le Juge aux Affaires Familiales (JAF) pour réaliser une expertise psychologique. Il intervient alors dans un cadre de contrainte dans lequel sa mission est de répondre aux questions posées par le magistrat afin d'éclairer ses décisions. Dans ces situations, où la demande n'émane pas des personnes qu'il rencontre, le psychologue doit s'assurer de respecter la dimension psychique de chaque protagoniste comme le préconise l'article 12 et le Principe 1 du Code :

Article 12 : « Lorsque l'intervention se déroule dans un cadre de contrainte [...], le psychologue s'efforce de réunir les conditions d'une relation respectueuse de la dimension psychique du sujet ».

Principe 1 : Respect des droits de la personne

« Le psychologue réfère son exercice aux principes édictés par les législations nationale et internationale sur le respect des droits fondamentaux des personnes, et spécialement de leur dignité, de leur liberté et de leur protection [...] ».

S'agissant de conflits parentaux au sujet des modalités et droits de visites et d'hébergements, la mission du psychologue est d'évaluer l'état psychique de l'enfant et de son entourage, d'analyser les interactions familiales afin de mieux appréhender le contexte et la situation dans laquelle l'enfant évolue. Le psychologue transmet ensuite son avis et ses conclusions dans le respect du but assigné en tenant compte des besoins de l'enfant en fonction de son âge et de son développement psycho-affectif comme le mentionne le Principe 6 :

Principe 6 : Respect du but assigné

« Les dispositifs méthodologiques mis en place par le psychologue répondent aux motifs de ses interventions, et à eux seulement. En construisant son intervention dans le respect du but assigné, le psychologue prend notamment en considération les utilisations qui pourraient en être faites par des tiers ».

De plus, le psychologue se doit d'informer les personnes sur les modalités de son intervention comme le souligne l'article 9 :

Article 9 : « Avant toute intervention, le psychologue [...] a donc l'obligation de les informer de façon claire et intelligible des objectifs, des modalités et des limites de son intervention, et des éventuels destinataires de ses conclusions ».

Il est également demandé au psychologue la plus grande prudence concernant la transmission à un tiers d'éléments psychologiques qui ne concerneraient pas directement le but assigné à l'intervention comme le rappelle l'article 17 :

Article 17 : « Lorsque les conclusions du psychologue sont transmises à un tiers, elles répondent avec prudence à la question posée et ne comportent les éléments d'ordre psychologique qui les fondent que si nécessaire. [...] ».

Or, le psychologue n'a pas rendu compte de la relation de la demandeuse avec son ex-mari mais aurait aussi fait des commentaires voire des injonctions inappropriées sur leur relation de couple invitant notamment la demandeuse à renouer avec le père de sa fille.

Dans la situation présentée, l'objectif de ladite expertise est de répondre à la demande du JAF quant à la résidence principale de l'enfant et aux modalités des droits de visite et d'hébergement des parents. Un diagnostic psychopathologique des parents ainsi que les antécédents médicaux, centrés seulement sur la demandeuse, sont loin de contribuer à répondre à l'objectif de l'expertise. Il apparaît alors que ces éléments transmis ne sont pas utiles à son intervention puisqu'ils vont au-delà des questions posées par le Juge. Ils brisent le secret professionnel en dévoilant la sphère intime de la personne ce qui est contraire Principe 1 déjà cité et à l'article 7 :

Article 7 : « Les obligations concernant le respect du secret professionnel s'imposent quel que soit le cadre d'exercice ».

Ici, le psychologue ne semble pas avoir suffisamment tenu compte de l'état psychique de l'enfant qui se trouve au cœur du conflit de ses parents. Au vu des questions posées par le JAF, l'attitude générale du psychologue n'est pas fondée.

2. Prudence et impartialité dans la rédaction d'une expertise psychologique.

Dans toutes les situations qui lui sont présentées, le psychologue engage sa responsabilité professionnelle lorsqu'il émet des avis ou préconisations. Il décide alors des choix méthodologiques qu'il met en œuvre comme le souligne le Principe 3 :

Principe 3 : Responsabilité et autonomie

« Outre ses responsabilités civiles et pénales, le psychologue a une responsabilité professionnelle. Dans le cadre de sa compétence professionnelle, le psychologue décide et répond personnellement du choix et de l'application des méthodes et techniques qu'il conçoit et met en œuvre et des avis qu'il formule ».

Le psychologue doit veiller à conserver sa neutralité en toute circonstance. Il doit faire preuve de prudence et d'impartialité notamment dans ses écrits afin de maintenir son indépendance professionnelle. La Commission rappelle aussi que le psychologue doit, dans son intervention, porter son écoute et son attention vis-à-vis des enfants surtout lorsqu'ils sont pris dans des conflits parentaux.

Principe 2 : Compétence

« Le psychologue tient sa compétence : [...] – de sa formation à discerner son implication personnelle dans la compréhension d'autrui. [...] Quels que soit le contexte de son intervention et les éventuelles pressions subies, il fait preuve de prudence, mesure, discernement et impartialité ».

Dans le cas présent, le psychologue semble prendre peu de recul par rapport au discours du père et a peu d'ouverture à celui de la mère. Le rapport d'expertise se révèle être une énumération de justifications en faveur du père avec peu d'observations de l'enfant. Ceci détourne le psychologue de son objectif principal, à savoir éclairer le JAF sur le fonctionnement de l'enfant et la dynamique familiale en vue de définir la résidence principale et les droits de visite et d'hébergements des parents.

Tout psychologue doit veiller à ce que son évaluation n'amène pas à des conclusions réductrices ou potentiellement définitives pour l'ensemble des protagonistes comme le précise l'article 25 :

Article 25 : "Le psychologue est averti du caractère relatif de ses évaluations et interprétations. Il prend en compte les processus évolutifs de la personne. Il ne tire pas de conclusions réductrices ou définitives concernant les ressources psychologiques et psychosociales des individus ou des groupes".

Dans la situation présente, l'écrit du psychologue tend aux jugements et à des conclusions réductrices sur la relation mère-fille ainsi que sur l'état psychique de la mère, sans tenir compte du contexte familial et surtout de la relation du couple.

La Commission s'est interrogée, d'un point de vue déontologique, sur la partialité du rapport d'expertise rédigé par ce psychologue, sur le traitement équitable de l'ensemble des protagonistes afin que chacun soit entendu et que les discours respectifs puissent être transcrits le plus objectivement possible.

Par ailleurs, comme il est précisé dans l'article 20 du Code, le psychologue doit mentionner un certain nombre d'éléments, dont son appartenance institutionnelle, ses coordonnées professionnelles et son numéro ADELI, dans ses écrits :

Article 20 : « Les documents émanant d'un psychologue sont datés, portent son nom, son numéro ADELI, l'identification de sa fonction, ses coordonnées professionnelles, l'objet de son écrit et sa signature. Seul le psychologue auteur de ces documents est habilité à les modifier, les signer ou les annuler. Il refuse que ses comptes rendus soient transmis sans son accord explicite et fait respecter la confidentialité de son courrier postal ou électronique ».

Dans le cas présent, le rapport ne comporte pas le n° ADELI du psychologue qui l'a rédigé, ni la date de rédaction.

Enfin, la Commission rappelle que le psychologue se doit d'informer les personnes de leur droit à demander une contre évaluation comme l'indique l'article 14 :

Article 14 : « Dans toutes les situations d'évaluation, quel que soit le demandeur, le psychologue informe les personnes concernées de leur droit à demander une contre évaluation ».

Pour la CNCDP
La Présidente
Mélanie GAUCHÉ

La CNCDP a été installée le 21 juin 1997 par les organisations professionnelles et syndicales de psychologues. Ses membres, parrainés par les associations de psychologues, siègent à titre individuel, ils travaillent bénévolement en toute indépendance et sont soumis à un devoir de réserve. La CNCDP siège à huis clos et respecte des règles strictes de confidentialité. Les avis rendus anonymes sont publiés sur les sites des organisations professionnelles avec l'accord du demandeur.

Toute utilisation des avis de la CNCDP par les demandeurs se fait sous leur entière responsabilité.

CNCDP, Avis N° 18 -01

Avis rendu le : 17 avril 2018

Principes : 2, 3, 6

Articles 7, 9, 12, 14, 17, 20, 25

Type de demandeur : Particulier TA Parent

Contexte de la demande : Procédure judiciaire entre parents

Objet de la demande d'avis : Écrit d'un psychologue TA rapport d'expertise judiciaire

Contenu de l'avis : Compétence professionnelle TA analyse de l'implication personnelle du psychologue

Discernement

Impartialité

Reconnaissance de la dimension psychique des personnes

Respect du but assigné

Secret professionnel